

Communiqué de presse

Le 24 octobre 2025

Prise de position concernant la consultation relative aux accords-cadres Suisse-UE

L'économie n'a pas besoin d'accords-cadres avec l'UE. Elle a besoin de la démocratie directe et de bonnes conditions-cadres.

- **autonomiesuisse** a analysé les quelque 2000 pages des accords-cadres avec l'UE. La nouvelle prise de position révèle pourquoi les traités mettraient un terme au modèle de réussite suisse.
- L'absence d'accords-cadres ne pose pas d'inconvénients à l'économie. Les accords de libre-échange garantissent l'accès au marché et le pays ne s'expose pas aux droits de douane.
- Avec les accords-cadres, la Suisse serait tenue de reprendre directement plus de 80% du droit européen dans les domaines concernés – sans débat parlementaire ni public. La démarche mettrait un terme aux conditions-cadres libérales en Suisse.
- La loi sur la cohésion, qui fait partie du paquet mis en consultation, permet à l'Assemblée fédérale d'octroyer à l'UE des crédits illimités. **autonomiesuisse** exige que les crédits à partir d'un milliard de francs soient pour le moins soumis au référendum facultatif.
- Étant donné que la Constitution fédérale serait subordonnée aux accords-cadres, leur acceptation doit impérativement être soumise à la majorité des cantons.
- **autonomiesuisse** attend du Conseil fédéral et du Parlement qu'ils fassent preuve d'honnêteté sur le plan institutionnel. Étant donné que la Suisse cède une large part de sa souveraineté législative à Bruxelles, cela devrait figurer clairement dans la Constitution fédérale.

La reprise du droit européen menace notre force d'innovation

Avec les accords-cadres avec l'UE, la Suisse serait tenue de reprendre directement plus de 80% du droit européen selon la méthode d'intégration – soit sans débat parlementaire ni public. La «commission mixte» ne serait pas composée de représentants du peuple, mais de fonctionnaires. Dans ce contexte, des déclarations telles que «le peuple peut toujours voter» confinent au sarcasme.

Pas d'inconvénients en l'absence d'accords-cadres

L'absence d'accords-cadres ne pose pas d'inconvénients à l'économie. Grâce à l'accord de libre-échange, il n'existe pas de droits de douane même sans accord-cadre. Les craintes liées aux entraves au commerce non tarifaires sont, quant à elles, sans objet. En effet, la reconnaissance mutuelle des homologations (dans le MRA) est devenue globalement non pertinente dans la pratique.

Aujourd'hui, la plupart des entreprises suisses font, en effet, reconnaître les appareils concernés directement dans un pays de l'UE, à un prix plus bas. La «Medical Device Regulation» (MDR) accroît les obstacles pour les entreprises européennes tout comme pour les entreprises suisses. Par ailleurs, les homologations existantes resteraient en vigueur en cas de résiliation du MRA.

Le mythe du marché intérieur de l'UE

Une étude du FMI a démontré que le marché intérieur de l'UE était resté en grande partie un vœu pieux. Les entraves au commerce entre les États membres de l'UE sont souvent nettement plus élevées que tous les droits de douane que les États-Unis ont mis en place lors de leur «Liberation Day».

Les PME particulièrement touchées

Nos conditions cadres libérales s'éroderaient sous le coup de la reprise obligatoire du droit européen. La Suisse perdrait ainsi le principal atout de la place économique. Les PME seraient les plus durement touchées, puisqu'elles ne seraient guère plus capables de maîtriser le fatras de prescriptions.

Directive sur la citoyenneté: impact sur les assurances sociales?

L'économie suisse a-t-elle besoin de la libre circulation des personnes avec l'UE? Non. Elle peut, comme avant 2007, continuer à embaucher facilement des travailleurs originaires de l'UE même sans accords-cadres. Les meilleurs talents viendront en Suisse si elle reste attractive, pas en raison de traités élaborés dans des tours d'ivoire.

En matière d'accord sur la libre circulation, Berne pronostiquait autrefois une «immigration de 10 000 personnes par an au grand maximum». Actuellement, l'immigration nette en provenance de l'UE dépasse 70 000 personnes. L'on peut donc s'attendre à ce que leur nombre passe à 100 000 personnes ou plus par an. Avec ses pronostics erronés, la Confédération menace de dilapider ce qu'elle a de plus précieux: la confiance de la population.

Marché de l'électricité: la Suisse mieux placée que l'UE

Cela confine à l'absurde d'espérer que l'accord sur le marché de l'électricité garantira un approvisionnement énergétique sûr. Dans l'UE, les prix de l'énergie ne sont pas moins élevés qu'en Suisse. Et l'UE manque déjà d'électricité en hiver – pourquoi dans ce cas la partager avec nous? La Suisse est plus flexible grâce à son énergie hydraulique. Elle doit prendre en main et développer elle-même son approvisionnement en électricité.

Nos revendications

Nous en appelons au pouvoir politique, aux partis et aux associations afin qu'ils étudient soigneusement les accords-cadres prévus, les rejettent et s'engagent plutôt en faveur d'une Suisse libre, prospère et ouverte au monde.

Si le Conseil fédéral souhaite stabiliser durablement les relations avec l'UE, il doit réapprendre à communiquer les avantages d'une Suisse indépendante ainsi que ses valeurs. Il s'agit d'une tâche exigeante, puisque la Suisse est organisée de façon diamétralement opposée à l'UE centralisatrice. Un rattachement politique à l'UE doit être évité. D'autant plus que tous les indicateurs révèlent que celle-ci continue à perdre en importance.

Nous exigeons en outre:

1. Pour la loi sur la cohésion, qui fait partie du paquet mis en consultation, que les crédits à partir d'un milliard de francs soient pour le moins soumis au référendum facultatif.
2. Que les accords-cadres soient soumis à la majorité des cantons, comme le prévoit l'initiative Boussole.
3. Une communication équitable et équilibrée de la part de la Berne fédérale et des autorités.

Nous nous tenons à votre entière disposition pour répondre en personne à vos questions et participer à des tables rondes.

À notre sujet

autonomiesuisse est une initiative de grande envergure soutenue par des entrepreneurs suisses et des personnalités de l'économie du centre. Elle s'engage en faveur d'une collaboration économique partenariale avec les pays de l'UE, mais également du monde entier. Son indépendance politique assure à la Suisse d'excellentes conditions cadres au niveau de l'économie et de la société. Le modèle de réussite suisse qui en découle doit rester viable à l'avenir également.

autonomiesuisse compte quelque 1000 membres. Rejoignez-nous sur autonomiesuisse.ch/fr/participez pour contribuer à une Suisse ouverte au monde, performante et libre.

Contact

Le comité de direction de la coprésidence d'autonomiesuisse se tient à votre disposition pour tous renseignements concernant l'accord-cadre Suisse-UE du point de vue économique et entrepreneurial.

Dr. Hans-Jörg Bertschi

+41 79 330 50 72

hans-joerg.bertschi@bertschi.com

Professeur em. Giorgio Behr

+41 79 430 44 21

giorgio@behr.ch

Dr. Alexandra Janssen

+41 79 725 95 26

alexandra.janssen@ecofin.ch

Dr. Hans-Peter Zehnder

+41 79 330 58 08

hans-peter.zehnder@zehndergroup.com

Réseaux sociaux

